

Oeconomia Humana

Automne 2012

Volume 10, Numéro 6

Raphaël Gagné Colombo, candidat à la maîtrise en sciences de la gestion, ESG UQÀM

L'Édito!

Production de connaissances en gestion : la relève et ses défis

La recherche scientifique est à la base du développement et de la création des connaissances dans nos sociétés modernes. C'est le principal moteur de l'innovation dans pratiquement toutes les sphères des activités humaines. Il s'agit d'un pont rigoureux et systématique entre la théorie et la pratique. À une époque où les individus sont plus scolarisés que jamais, cette activité multiforme est omniprésente et en constante expansion. Mais qu'en est-il de la recherche scientifique aujourd'hui? Qu'en est-il de cet art du questionnement et de la rigueur qui semble souvent aller de soi, sans être rigoureusement questionné, justement?

Le monde de la recherche académique est un univers fascinant et extrêmement complexe comportant – comme toute contrée bien constituée – son histoire, ses héros, ses règles, ses hiérarchies, ses institutions, ses guerres et ses failles. Actuellement, toute recherche digne de ce nom s'inscrit dans ce contexte bien précis. Pour faire de la recherche de haut niveau, il faut inévitablement respecter certaines normes très strictes, notamment au niveau de la publication. Cela a pour avantage de rendre les travaux commensurables et de permettre les dialogues académiques. Mais se pourrait-il que ce « système » comporte des effets pervers?

C'est du moins ce que pense Bernard Girard, docteur en philosophie et consultant en management. Dans un billet publié cette semaine et reproduit dans cette présente édition d'*Oeconomia Humana*, il dénonce les pratiques de certaines institutions universitaires et les processus de publication.

Le bulletin *Oeconomia Humana* est fier du soutien financier de :



Il explique que plusieurs écoles de commerce offrent des bonus salariaux à leurs professeurs s'ils réussissent à publier dans des revues prestigieuses, et que conséquemment il y a une explosion d'articles et de revues. Cela entraîne une surspécialisation des revues et cette absence d'accessibilité freine la lecture. Son verdict est tranchant : une réelle augmentation de connaissance s'évanouit au profit de « discussions oiseuses ».

Ce triste portrait fait écho à une conférence qui a été donnée cette semaine à l'Université Concordia dans le cadre de la *Distinguished Speakers Series* organisée par le *David O'Brien Centre for Sustainable Enterprise*. Le conférencier était nul autre que le célèbre Robert Edward Freeman, souvent considéré comme le père fondateur de la théorie des parties prenantes. Il posait justement la question du rôle de la recherche dans les *business schools* modernes. Ces institutions particulières du monde académique sont critiquées sous plusieurs aspects par Freeman. Il dit d'abord que contrairement à d'autres domaines, le pont se fait mal entre la recherche et la pratique. Pour reprendre ses termes : « Le monde des affaires *doesn't give a damn about* la recherche récente » (traduction libre). Mais plus structurellement, il dénonce lui aussi les processus de publication et plus généralement les classements de revues, d'institutions académiques et de chercheurs. Les divers classements des écoles de gestion à travers le monde (top 100, top 500, etc.) influencent le nombre d'inscriptions et donc les ressources financières des établissements d'enseignement. Donc ces derniers tendent à se mettre en phase avec les critères des classements, afin de grimper en rang. Conséquence : les écoles perdent leur originalité et tendent à s'uniformiser. Cette convergence s'applique aussi aux articles envoyés à des revues académiques qui ont des processus de sélection stricts et qui balaien souvent du revers de la main tout

article avec une méthodologie – ou même des idées! – qui sortent du « généralement admis », ce qui est un fléau épistémologique pour la recherche en gestion d'après le conférencier.

De plus, la publication dans une revue cotée « A » représente le saint Graal du chercheur (avant le prix Nobel peut-être). Cette quête absolue de légitimité et de prestige et ce calcul technique brouille la vision du chercheur. Selon Freeman, lorsqu'on parle de « Quelle revue est cotée A ? », on ne parle pas du but de la recherche scientifique. Il y a une dénaturation de l'essence même de la recherche, de sa visée première qui est de créer de la connaissance, de résoudre des problèmes et de développer des théories. Freeman soutient qu'une trop grande importance est accordée au contenant, au symbole de la revue prestigieuse.

Une parenthèse littéraire s'impose ici. Dans l'une de ses *Fictions* (1944), l'écrivain argentin Jorge Luis Borges décrit l'œuvre publiée de Pierre Ménard (auteur français fictif des années 1930) qui décide de récrire le premier livre de « Don Quichotte », mais de manière absolument identique (dans le vieil espagnol de Cervantes). Dans cette nouvelle, Borges tend à justifier (avec humour et sarcasme) le travail de Pierre Ménard en affirmant même qu'il est supérieur à celui de Cervantes, expliquant par exemple que « Cervantes écrit banalement dans l'espagnol de son temps, là où Ménard se livre à une recréation linguistique analogue à celle des romans historiques du XIXe siècle ». Pourtant, il s'agit bel et bien du même texte.

Aussi absurde que cette métaphore puisse paraître, elle afflige pourtant certains articles scientifiques. Freeman soutient que la validité apparente (*face validity*) change selon le lieu de publication. En effet, il semble qu'un texte n'aura pas la même « validité » s'il est publié comme chapitre dans un livre marginal que s'il est publié dans une revue cotée A.

Pourtant il s'agit bel et bien du même texte.

C'est donc dire que la recherche suscite de nombreux débats, aussi bien dans sa forme que dans son contenu. Les défis sont nombreux pour les chercheurs d'aujourd'hui et il est permis de penser que la nouvelle génération de chercheurs en gestion verra probablement le visage de sa pratique se transformer au cours des prochaines années. Ici à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD), cette relève est entre autres représentée par trois chercheurs qui ont récemment intégré le corps professoral. Il s'agit de MM. René Audet et Sylvain Lefèvre ainsi que de Mme Lovasoa Ramboarisata, tous trois professeurs au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM. Chacun d'eux a écrit un article à propos de ses recherches respectives pour cette édition du bulletin *Oeconomia Humana*. Ces articles seront suivis d'une entrevue avec deux étudiantes-chercheures de la Chaire, Mmes Alice Friser et Johanna-Maud Egoroff,

à propos du projet « Le développement durable chez les élus : analyse des représentations sociales dans le monde politique ».

Interviewées par Marie-Claude Allard, les deux interlocutrices discutent de leur expérience d'étudiantes-chercheures au sein de notre chaire de recherche. Le Bulletin présentera ensuite le billet de Bernard Girard discuté ci-haut, pour finalement se clore sur une galerie de photos inédites sur l'exposition *Humanidade*, prises par Alice et Johanna lors de leur séjour à Rio de Janeiro au Brésil, en marge de la conférence internationale Rio+20.

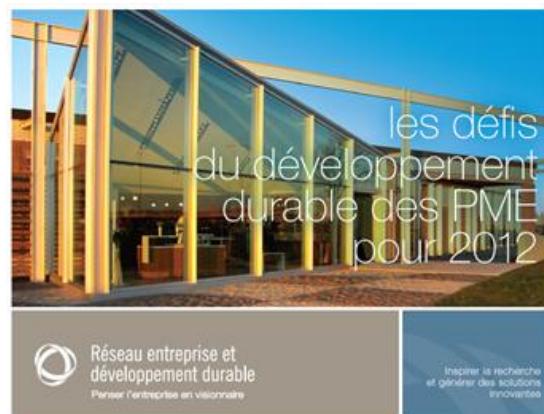
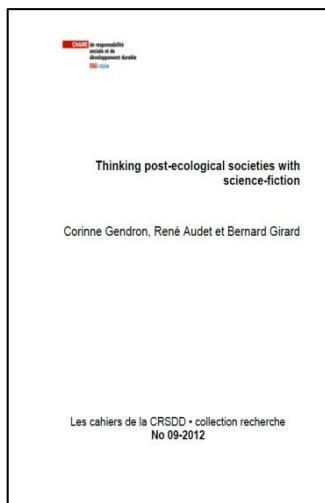
Je vous souhaite une excellente lecture.

--

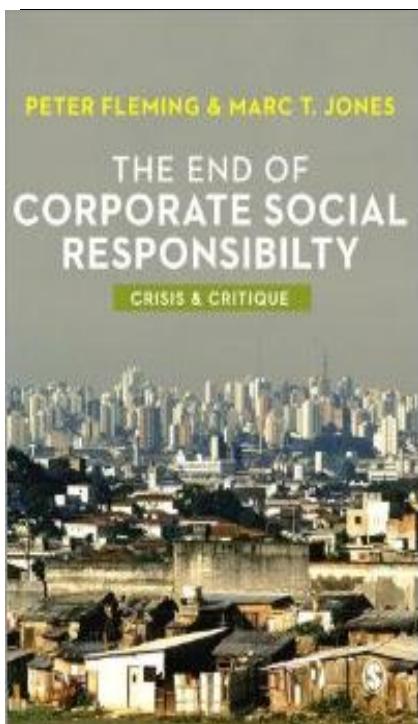
Note : Pour plus d'informations sur les propos de Freeman, voir :
Freeman R.E. et D. Newkirk (2008) « Business as a human enterprise : Implications for education ». In *Rethinking Business Management*, sous la dir. de Samuel Gregg et James R. Stoner. Princeton : ISI Distributions.

La nouvelle de la métaphore se trouve dans :
Borges, J.L. (1944) *Fictions*. Paris : Gallimard, 185 p.

Vient de paraître



Suggestions de lecture



« Providing a much-needed critique of Corporate Social Responsibility (CSR) practice and scholarship, this book seeks to redress CSR advocacy, from a political and critical perspective.

A strident approach backed up by extensive use of case studies presents the argument that most CSR-related activity aims to gain legitimacy from consumers and employees, and therefore furthers the exploitative and colonizing agenda of the corporation. By examining CSR in the context of the political economy of late capitalism, the book puts the emphasis back on the fact that most large corporations are fundamentally driven by profit maximization, making CSR initiatives merely another means to this end. Rather than undermining or challenging unsustainable corporate practices CSR is exposed as an ideological practice that actually upholds the prominence of such practices.

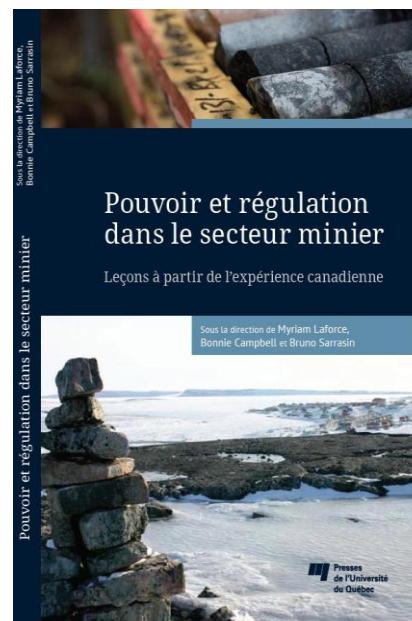
As CSR gathers momentum in management practice and scholarship, students in the fields of CSR, business ethics, and strategy, will find this text a useful companion to counter received wisdom in this area ».

(Sage Publications, <http://www.uk.sagepub.com/books/Book234489>).

« À l'heure où les ressources du Nord québécois sont présentées comme une panacée à tous les problèmes, plusieurs se questionnent sur les manières de maximiser les bénéfices qui peuvent être tirés de l'exploitation de ressources non renouvelables. Comment le développement minier doit-il se faire, où et à quelles conditions ?

Ces questionnements et les débats qu'ils suscitent renvoient aux modes de régulation des projets miniers privilégiés en vertu des lois en vigueur. À cet égard, l'expérience canadienne est souvent présentée comme exemplaire. Depuis les années 1990, cette expérience est entre autres marquée par la signature de plus en plus répandue d'ententes contractuelles entre compagnies minières et populations autochtones portant sur la gestion des répercussions engendrées par les projets. Ces ententes, en complétant le régime légal, ont comme objectif d'asseoir la légitimité des projets et d'encourager une insertion harmonieuse de ceux-ci dans leur milieu.

Quels sont les effets de telles ententes sur la capacité des communautés à investir les espaces politiques où se décident l'autorisation d'un projet et les conditions de son déploiement ? À partir d'une approche inspirée de l'économie politique internationale, cet ouvrage vise notamment à remettre en question le potentiel transformateur de telles ententes dans un contexte largement conditionné par les rapports de pouvoir impliquant, au Canada comme dans d'autres pays, les entreprises minières, les communautés locales et les agences de l'État. À l'aide de diverses études de cas, les collaborateurs rassemblés dans ce livre explorent les leçons qui peuvent être tirées de l'expérience canadienne quant à l'inclusion des populations concernées, y compris les populations autochtones, dans les débats portant sur les choix à faire en matière de développement du territoire et des ressources ». (texte tiré de la page : <http://www.puq.ca/catalogue/livres/pouvoir-regulation-dans-secteur-minier-1227.html>).



Sous la direction de Myriam Laforest, Bonnie Campbell et Bruno Sarrasin

Pouvoir et régulation dans le secteur minier

Leçons à partir de l'expérience canadienne

Sous la direction de Myriam Laforest, Bonnie Campbell et Bruno Sarrasin

Presses de l'Université du Québec

Étudier le discours de la transition

Par **René Audet**, professeur à l'UQAM au département Stratégie et responsabilité sociale et environnementale



Le thème de la transition fait aujourd’hui irruption tant dans l’espace public que dans la recherche scientifique et représente une nouvelle étape dans la réflexion sur le développement durable et l’éco-innovation. Qu’il s’agisse de la transition vers une économie sobre en carbone, vers l’économie verte ou des villes en transition, le terme est dorénavant consacré tant les discussions internationales sur l’environnement que dans les expérimentations concrètes de divers acteurs. Au niveau scientifique, l’émergence en 2010 du *Sustainability Transition Research Network*, la tenue de sa conférence annuelle et le lancement de sa revue, ont engendré une véritable convergence interdisciplinaire croisant des perspectives sociales, économiques et technologiques sur les nécessaires transformations des systèmes sociotechniques qui participent à l’aggravation de la crise écologique.

C'est dans ce champ que se situent mes recherches récentes ainsi que mes projets à court terme. En outre, j'ai récemment analysé l'émergence du discours de la transition dans les sphères internationales et dans les mouvements sociaux. C'est de ce premier projet que je fais état ici.

Le discours de la transition commence à véritablement s'imposer tant sur la scène politique mondiale que dans le mouvement écologiste. Or, il ne s'agit pas, dans les deux cas, de la même transition. Dans les organisations internationales comme l'ONU, l'OCDE et l'Agence internationale de l'énergie, l'idée de transition est mobilisée pour évoquer la nécessité de lever les « verrouillages » technologiques qui empêchent l'émergence de l'économie verte. Les investissements dans les technologies vertes, selon ces organisations, n'apparaissent pas avantageux aux entreprises à cause des variables dont elles tiennent compte dans le calcul du risque. Ce « verrou technologique » nécessite alors, selon ce discours, que les gouvernements interviennent en instituant des incitatifs à l'investissement vert capables de modifier le

calcul du risque. Il s'agit donc en quelque sorte de mettre en œuvre un nouvel interventionnisme vert afin de corriger les défauts du marché et de faire advenir indirectement l'économie verte en la favorisant par rapport à l'économie dite « brune », c'est-à-dire basée sur les énergies fossiles.

Ce discours, il faut le rappeler, a fait l'objet d'un certain travail lors de la Conférence de Rio+20 en juin dernier, alors que les pays développés auraient souhaité un consensus autour de son bien-fondé. En fin de compte, toutefois, les pays en développement sont demeurés méfiants et le discours de la transition vers l'économie verte n'apparait dans la déclaration finale que comme une option jugée opportune pour élaborer des politiques publiques. En conséquence, c'est dans les politiques nationales – principalement dans les pays développés – qu'il faudra maintenant chercher les répercussions de ce discours.

L'autre discours de la transition émane plutôt des mouvements sociaux et de réseaux d'acteurs désirant prendre en charge plus directement les transformations

nécessaires à l'atténuation de la crise écologique. On compte parmi eux le mouvement des villes en transition, la « think tank » progressiste *New Economic Foundation* et des associations de villes comme le réseau européen *Energy Cities*. Ici, la transition est plutôt pensée comme un processus engendré « par la base », c'est-à-dire par les citoyens, les autorités locales, les communautés, etc. Il s'agit de favoriser l'auto-organisation de ces acteurs et de considérer les transitions à une échelle plus territoriale comme la région, la ville ou même le quartier. Les techniques de consultation et de prospective sont mises à profit afin de créer des visions partagées d'un futur sans pétrole qui ont le potentiel de rassembler des acteurs autour d'un projet commun.

Clairement, ce dernier discours s'oppose à l'idée que l'on puisse générer une économie verte sur la simple base de politiques d'incitation à l'investissement vert. Les entreprises multinationales et les gouvernements centraux – qui sont considérés dans le discours comme les principaux tenants de l'économie brune qui a provoqué la crise écologique – n'y sont pas considérés comme des acteurs capables d'améliorer la situation.

En somme, il sera intéressant d'observer la dynamique d'affrontement de ces deux discours aux niveaux canadiens et québécois. Voilà à quoi je m'emploierai dans les prochaines années.

Production et transfert de connaissance: quel(s) rôle(s) pour les écoles de gestion?

Par **Lovasoa Ramboisata**, professeure à l'UQAM au département Stratégie et responsabilité sociale et environnementale



Je suis diplômée du programme de doctorat conjoint en administration (UQAM-HEC Montréal- Université McGill- Université Concordia) et actuellement professeure au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'ESG UQAM.

Je participe aux travaux de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, de la Chaire Ivanhoé-Cambridge en immobilier, du Groupe international de recherche en éthique financière et fiduciaire et de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale.

Les thématiques sur lesquelles portent mes projets de recherche, d'enseignement et de transfert en entreprises au Québec incluent notamment la triple reddition de compte, la performance sociétale des institutions financières, la gouvernance des organisations collectives et la construction des connaissances sur la responsabilité sociale d'entreprise et les sujets connexes (éthique, développement durable) dans les

écoles de gestion. C'est sur celles-ci également que j'ai travaillé lors de mon séjour récent en tant que professeure visiteur à l'Université du Wisconsin à Madison.

Les prochaines lignes s'attarderont à une question sur laquelle je travaille activement actuellement : «quel(s) rôle(s) jouent (ou devraient) jouer les écoles de gestion dans la production et le transfert de connaissances sur la responsabilité sociale d'entreprise (RSE) et les sujets connexes tels l'éthique et le développement durable (DD)?». Bien entendu, de cette interrogation en découlent d'autres, notamment, celle du rapport entre les chercheurs et enseignants en gestion, d'un côté, et les intervenants des milieux des affaires et économique (dirigeants d'entreprises, agences de notation, investisseurs institutionnels, cabinets-conseils, autorités des marchés, agences de normalisation, etc.) de l'autre côté. Ainsi, j'ose estimer que la portée et les implications des réflexions, débats et recherches sur une telle question pourraient dépasser la circonscription technico-managériale. Et c'est d'ailleurs pour cette raison que je me suis lancé le défi de travailler là-dessus. Au moment de composer cette note, je me trouve au stade de démarrage de deux études liées à la question mentionnée plus haut. La première porte sur l'enseignement et la deuxième, sur les collaborations chercheurs-praticiens.

L'impératif et l'urgence de former le public ainsi que les actuels et futurs *leaders* sociaux, économiques et politiques aux principes et pratiques de responsabilité sociale et de DD semblent largement admis et situés parmi les projets ou priorités des grandes instances à différents niveaux. L'Organisation des Nations-Unies a, par exemple, déclaré 2005-2014, *Décennie de l'éducation pour le développement durable*.

Le gouvernement du Québec, dans sa *Stratégie nationale de développement durable* (2007) place la formation des cadres et du personnel de l'administration publique aux enjeux du DD et de la RSE parmi ses principaux objectifs. L'importance du rôle des universités dans ce renouvellement de la formation des leaders semble également acquise. Si l'on regarde plus spécifiquement le cas des écoles ou facultés de gestion, la question n'est plus vraiment de savoir si elles doivent intégrer l'éthique, le social et l'environnemental au cursus mais plutôt comment (voir par exemple le cahier spécial du *Journal of Management and Organization*, volume 17, numéro 5, en septembre 2011). Mon projet a comme objectif de faire un état des lieux des pratiques d'intégration de la RSE et des sujets connexes à l'enseignement en gestion et comprend deux étapes. La première porte sur un échantillon international d'écoles de gestion jugées avant-gardistes au monde puisqu'elles font partie du classement *Beyond Grey Pinstripes* (écoles ou facultés ayant les mieux intégré la RSE et le DD à la formation en gestion). La deuxième se concentre sur les écoles ou facultés de gestion canadiennes qui font ou non partie du classement *Beyond Grey Pinstripes*, qui appartiennent à d'autres classements du même type au niveau international ou à celui canadien ou encore celles qui offrent soit des programmes spécialisés en RSE menant à au moins un certificat soit une spécialisation en RSE à l'intérieur de programmes menant à un diplôme.

Ma deuxième étude porte sur une autre forme de production et de transfert de connaissances, soit les collaborations chercheurs-praticiens. Les organisations (entreprises privées, villes, sociétés d'Etat, agences gouvernementales, associations, etc.) font appel aux chercheurs pour les «accompagner» dans leur démarche

générale de RSE et ou dans le développement et la mise en place de dispositifs spécifiques de gestion (par exemple, plan d'action de DD, politique de financement responsable, codes d'éthique et de conduite, politique d'achat responsable, triple reddition de compte, outils de diagnostic de la performance environnementale, etc.). Mon étude se focalise sur les collaborations entre des organisations collectives (ayant une mission à la fois économique et sociale telles les coopératives et entreprises d'économie sociale, les sociétés d'Etat, les administrations publiques), d'un côté, et les chercheurs provenant des écoles ou facultés de gestion, de l'autre côté. Et pourquoi celles-là? Sur la base des résultats de ma thèse de doctorat et d'autres travaux subséquents, j'ai constaté que des espaces d'innovation dépassant la stricte démonstration de la «matérialité» de la RSE et du DD s'y dessinent. Il convient de rappeler que si les collaborations chercheurs-praticiens sont généralement vues comme une stratégie «gagnant-gagnant», elles ont souvent suscité la suspicion à cause des risques perçus

d'instrumentalisation des travaux des chercheurs. Ces risques s'avèrent plus élevés, lorsque c'est la quête de la «preuve» de la «matérialité» de la RSE et du DD qui motive principalement les collaborations. Mon hypothèse est que, dans leur démarche de RSE ou de DD, des logiques autres que cette quête de la preuve de la matérialité motivent les organisations collectives à collaborer avec les chercheurs. Comment cela s'exprime à travers la coordination de ces collaborations? Comment qualifier les rapports entre les parties prenantes à ces collaborations? Quel(s) rôle(s) y jouent les chercheurs? Je me trouve actuellement au stade de l'élaboration du protocole d'enquête sur le terrain visant à répondre à ces questions. Le dernier article de Lovasoa Ramboarisata, en collaboration avec Andrée De Serres, s'intitule « Mesures de performance adaptées aux institutions financières coopératives : la contribution des chercheurs universitaires en tant qu'agents de changement ». Il paraîtra dans le numéro 257 de la *Revue des sciences de la gestion* en novembre 2012.

Le colloque 2013 à ne pas manquer!



29th EGOS Colloquium
Montréal, Canada
July 4-6, 2013

**Bridging Continents,
Cultures and Worldviews**

[› General Theme](#)
[› Colloquium Organizers](#)

RSE et philanthropie

Par **Sylvain Lefèvre**, professeur à l'UQAM au département Stratégie et responsabilité sociale et environnementale



Sylvain Lefèvre est professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'École des sciences de gestion de l'UQAM depuis le 1^e juin 2012 et il vient de rejoindre la Chaire de responsabilité sociale et développement durable. Il enseigne la responsabilité sociale des entreprises et vise prochainement à développer des axes d'enseignements et de recherche sur la philanthropie. Il est membre du comité de rédaction international de la revue *Lien social et Politiques*.

Il était auparavant professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke. Sa formation repose en effet sur un cursus en sciences politiques et en sociologie menée en France et conclue par une thèse de doctorat intitulée *Mobiliser les gens, mobiliser l'argent: les ONG au prisme du modèle entrepreneurial*, soutenue en 2008. À partir d'une réflexion sur l'action collective, il s'agissait d'étudier l'impact et les modalités d'importation d'instruments propres au monde de l'entreprise afin de mener les opérations de levée de fonds (fundraising) au sein d'univers militants comme les ONG humanitaires et environnementales. Une enquête ethnographique a été menée parmi

les professionnels de la collecte de fonds en ONG et notamment sur un programme alors naissant (et aujourd'hui fort développé) de recrutement d'adhérents dans la rue, à travers des agences spécialisées. Cette thèse de doctorat a valu plusieurs prix à l'auteur, témoignant de la portée interdisciplinaire de ce travail : prix de thèse 2009 décerné par la Faculté des sciences juridiques, politiques et de gestion de l'Université Lille 2, prix de thèse 2009 décerné par l'ADDES (Association pour le développement de la documentation sur l'économie sociale) et enfin prix « Le Monde » de la recherche universitaire 2010, récompensant les meilleures thèses francophones en sciences humaines et sociales. La thèse a été publiée sous une forme abrégée et remaniée aux Presses Universitaires de France en 2011 sous le titre *ONG & Cie. Mobiliser les gens, mobiliser l'argent*.

Par la suite, Sylvain Lefèvre a prolongé ses travaux en s'intéressant à l'évaluation par ECHO, le bailleur de l'Union européenne sur les questions d'urgence humanitaire, des programmes menés par des ONG françaises. Ce postdoctorat mené au Centre d'excellence sur l'Union européenne (McGill-Université de Montréal) a permis d'éclairer la manière dont les impératifs de reddition de compte qui conditionnent ces financements, et la grammaire propre aux auditeurs européens, pèsent sur le travail humanitaire mené par les ONG.

Puis, un second postdoctorat financé par le FRQSC a permis d'aborder un autre terrain mêlant action collective et financement, reddition de comptes et impact sur le travail social : les fondations privées au Québec. À

partir de l'examen des partenariats publics-philanthropiques entre la Fondation André et Lucie Chagnon et le gouvernement provincial, il s'agissait à la fois de saisir les enjeux sociopolitiques à l'œuvre, mais aussi les répercussions pour les organisations communautaires financées. À partir de ce cas, un chantier de réflexion collective a été initié, via l'organisation d'un atelier au congrès de la Société québécoise de sciences politiques en 2010 sur le rôle des fondations privées dans la privatisation des politiques sociales.

Ce chantier collectif a également donné lieu à la coordination d'un numéro thématique de la revue Lien Social et Politiques sur le thème « Philanthropie et fondations privées : vers une nouvelle gouvernance du social ? » en 2011.

Parallèlement à ce second postdoctorat, Sylvain Lefèvre a participé à une enquête collective (Action concertée FQRSC, « La pauvreté et l'exclusion sociale »), dont est

issu un ouvrage publié aux Presses de l'Université de Montréal en 2011 : Lefèvre S., Boismenu G. Dufour P., La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspectives.

Il poursuit aujourd'hui ses travaux en s'intéressant au champ philanthropique québécois : le positionnement et la pluralité des modes d'engagement des principales fondations, leur fonctionnement interne, leurs relations avec les acteurs communautaires et avec les pouvoirs publics, les instruments qu'elles utilisent pour évaluer, encadrer et soutenir des innovations sociales et environnementales. En s'intéressant à l'engagement d'acteurs philanthropiques pour résoudre des problèmes publics, son champ d'investigation se situe à l'intersection de plusieurs enjeux contemporains majeurs : la recomposition de l'action publique, du paysage communautaire et de l'économie sociale.

Le site du mois

The screenshot shows a grid of articles from the TRIBU platform. Topics include:

- Changement climatique et gaz à effet de serre**: Sophie Vachon, Julie Poitras-Sauvage, Geneviève Gauthier.
- Mobilité et transport**: Sophie Vachon, Julie Poitras-Sauvage, Amélie Racine.
- Compostage**: Sophie Vachon.
- Gestion des matières résiduelles**: Julie Poitras-Sauvage, Marc Bégin, Yann Daigleau, Dave Fortin.
- Aménagement du territoire**: Dave Fortin.
- Approvisionnement responsable**: Julie Poitras-Sauvage, Pierre-Olivier Demarche, Geneviève Létourneau, Geneviève Gauthier, Marie-Christine Roy.
- Gestion de l'eau**: Dave Fortin.
- Stratégie de développement durable**: Julie Poitras-Sauvage, Geneviève Létourneau, Geneviève Gauthier, Marie-Christine Roy.
- Événements écoresponsables**: Geneviève Létourneau, Geneviève Gauthier, Julie Poitras-Sauvage.
- Communication et sensibilisation**: Julie Poitras-Sauvage.



Notretribu.ca est une plateforme collaborative qui propose aux professionnels, aux experts et aux personnes intéressées par le développement durable d'échanger et de diffuser les meilleures pratiques en la matière au travers d'articles et de discussions.

En permettant à ses abonnés de suivre une trentaine de sujets (tels que les relations avec les parties prenantes, l'investissement responsable ou encore la gestion de l'eau), de poser des questions et d'y répondre, Notretribu.ca informe et outille. Qu'attendez-vous? À vos souris !



Publications scientifiques : drôle de dérive...

Par **Bernard Girard**, chercheur affilié à la chaire

Il y a quelques chose de rafraîchissant et d'un peu inquiétant à lire des articles d'économie ou de sociologie publiés

dans les années 70 dans les revues savantes (AER, JPE...). Rafraîchissant parce que l'on comprend ce que veut dire l'auteur, ce qui n'est pas toujours le cas des articles les plus récents, et inquiétant parce que l'on se dit que beaucoup, même parmi les plus importants, ne seraient plus acceptés par ces revues dont les normes de publication se sont considérablement compliquées.

Il y a aujourd'hui des formats très stricts à respecter dont on peut se demander s'ils contribuent vraiment à l'enrichissement de nos connaissances. Il faut, par exemple, justifier absolument toute information d'une référence, d'où une explosion des bibliographies (et des références à des auteurs récents, collègues...) dont on se demande parfois si l'auteur les a vraiment lus.

Je ne sais de quand datent ces évolutions, des années 80, d'un peu plus tard peut-être, mais elles me semblent correspondre à une double évolution de la littérature scientifique dans ces disciplines :

- une mathématisation qui rend très difficile, pour ne pas dire impossible pour qui n'y consacre pas de longues heures, l'évaluation des raisonnements, - et une diffusion beaucoup plus large de ces textes qui ne sont plus réservés aux seuls spécialistes mais consultés par hauts-fonctionnaires, journalistes...

D'où un paradoxe : plus c'est difficile, plus c'est lu. Paradoxe que ne pouvait résoudre qu'une transformation des pratiques de lecture : plutôt que de lire, comme on faisait autrefois, le texte d'un article in extenso, on se contente d'en lire le résumé, l'introduction et la conclusion.

On lit, aujourd'hui les articles d'économistes ou de sociologues comme on lit des brevets, en allant directement à quelques passages soigneusement signalés (introduction avec annonce du contenu des différentes parties, conclusion et bibliographie).

Ces évolutions ont accompagné une concurrence accrue pour être publié. La plus petite école de commerce propose à ses professeurs des primes représentant parfois plusieurs mois de salaire pour le moindre article publié dans une revue classée. D'où une inflation des articles proposés et... des revues qui se créent toujours plus nombreuses et qui se spécialisent sur des créneaux de plus en plus étroits (combien de revues sur le seul et très minuscule thème des *business ethics*, pour ne prendre que cet exemple?). Avec pour seul résultat que plus personne ne lit personne.

Mais quelle importance puisque cette production ne se traduit moins par une augmentation des connaissances produites que par la multiplication de discussions oiseuses qui ne sont pas sans ressembler aux débats passionnés des scolastiques sur la vertu dormitive de l'opium ou le sexe des anges...

Note: cette réflexion est tirée du blog de Bernard Girard « La page de Bernard G »



La recherche du point de vue étudiant : entrevue avec deux collaboratrices de la chaire

Entrevue réalisée par [Marie-Claude Allard](#), candidate au doctorat en administration des affaires.

M-C. A. : Bonjour Alice et Johanna. Nous sommes réunies aujourd'hui pour discuter de votre expérience en tant qu'étudiantes chercheures à la chaire. Il pourrait s'agir d'une nouvelle rubrique du bulletin.

Pourriez-vous vous tout d'abord vous présenter pour que nos lecteurs en apprennent un peu plus à votre sujet?

Johanna-Maud Egoroff: Je m'appelle Johanna-Maud Egoroff. Je suis actuellement à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM, au profil recherche. Et avant la maîtrise j'ai fait une licence en sciences sociales à l'Université paris Descartes. Je suis en train de faire mon mémoire sous la direction de Corinne Gendron, sur les représentations sociales des maires d'arrondissement de Montréal.

Alice Friser: Alice Friser, candidate au doctorat en administration de l'UQAM, spécialisation responsabilité sociale et environnementale. Je travaille sur les relations entre communautés autochtones et entreprises minières et suis dirigée par Corinne Gendron et Olga Navarro-Flores. Auparavant, j'ai rédigé mon mémoire en sciences de l'environnement sous la direction de Corinne Gendron sur le commerce équitable comme alternative à la crise du coton en Inde.

Sur quelle recherche travaillez-vous? De quoi s'agit-il?

A : Nous travaillons toutes les deux sur une recherche intitulée : « Le développement durable chez les élus : analyse des représentations sociales dans le monde politique ». Il s'agit de collecter et d'analyser les représentations sociales d'une vingtaine de maires de Montréal, d'une petite trentaine de députés provinciaux et bientôt celles de députés fédéraux.

En gros, on cherche à savoir si les élus actuels, les personnes qui nous gouvernent se préoccupent de l'environnement et comment ils envisagent le rôle de l'État par rapport à la société, à l'économie, à l'environnement et aux groupes de pression. On cherche à connaître ce qu'ils pensent du développement durable et ce que c'est pour eux dans la société d'aujourd'hui.

On cherche à savoir, par exemple, s'ils considèrent que l'État doit intervenir en économie ou si les entreprises sont capables de s'améliorer d'elles-mêmes ou si le marché peut à lui seul s'auto-réguler, et quel est le rôle des groupes de pression dans cette configuration. Ou encore s'ils voient des contradictions entre la protection de l'environnement et la croissance économique.

Trois hypothèses animent cette recherche : dans un premier temps, on pose l'hypothèse que l'environnement est un enjeu objectif pour l'élite politique, c'est-à-dire que les élus, et plus seulement les écologistes se sont approprié l'environnement comme enjeu. Néanmoins, et c'est ce qui fait l'objet de notre deuxième hypothèse, on pense que l'environnement ne constitue pas pour

autant un enjeu central pour les élus et qu'il s'articule autour d'autres enjeux comme par exemple l'économie. Finalement, on pose l'hypothèse que les représentations sociales des élus vis-à-vis de l'environnement et du développement durable sont plus variées que celles des dirigeants économiques et qu'elles sont très diversifiées selon les élus.

M-C : Intéressant... C'est une recherche qui vient de commencer?

A : Non, nous l'avons amorcée fin 2009. En fait, il s'agit d'une recherche qui fait suite aux travaux que Corinne Gendron a entrepris dans les années 2000 pour son doctorat sur les représentations sociales de l'élite économique, c'est-à-dire les 50 dirigeants des plus grosses entreprises québécoises. Ultimement, on mettra en parallèle les résultats de la présente recherche avec ceux que Corinne a obtenus en 2000 de manière à préciser la façon dont on peut envisager l'émergence d'un véritable développement durable. Nous sommes trois étudiants à travailler sur cette recherche, Johanna, Gabriel Legaré (aussi étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement) et moi-même. Pour d'avantage d'information sur la recherche, tu peux consulter la page web du projet sur le site de la Chaire et lire le livre *le développement durable comme compromis* de Corinne Gendron.

M-C : Pouvez-vous présenter certains des résultats préliminaires de la recherche?

A : Nos résultats sont confidentiels et encore très préliminaires. Nous avons déjà terminé l'analyse des représentations sociales des députés, mais il est trop tôt pour parler de véritable dévoilement de résultats sur un plan général. Tout ce que nous pouvons te dire aujourd'hui c'est qu'il s'agit d'une recherche passionnante! On peut se

considérer privilégiés de savoir un peu plus ce que nos élus pensent du développement durable et sur leur vision par rapport à la société. Tous ne le sont pas, mais certains élus sont très pro-actifs et ça nous permet d'être optimistes. Mais on réalise aussi que la plupart d'entre eux sont confrontés à des obstacles, par exemple l'existence de différents paliers gouvernementaux qui peut constituer une limite à l'action.

M-C : Quel est votre rôle dans cette recherche?

A : Avec cette recherche, on ne s'ennuie jamais : il y a la collecte de données, c'est-à-dire les entrevues avec les élus, l'analyse des données, c'est à dire la codification des entrevues avec le logiciel Atlas-ti et l'analyse des thèmes qui ressortent le plus souvent dans le discours des élus et qui sont les plus pertinents à la recherche et la rédaction d'articles scientifiques pour présenter les résultats de la recherche. On cherche aussi activement des colloques dans lesquels on pourrait présenter ces résultats. Pour le moment, nous les avons présentés dans trois colloques et on s'enligne pour au moins deux autres en 2013. De mon côté, j'ai été principalement impliquée dans la collecte de données et la rédaction d'articles scientifiques. J'ai accompagné Corinne Gendron dans une dizaine d'entrevues qu'elle a menées avec les députés et j'ai par la suite interviewé une quinzaine de maires et deux députés. Je me suis occupée de la prise de rendez-vous avec les élus et de faire le suivi de la recherche auprès d'eux. J'ai expliqué à Gabriel et Johanna comment utiliser le logiciel Atlas ti et me concentre maintenant sur la rédaction d'articles en vue de publier ou de présenter nos résultats en conférence.

J-M : j'ai participé à l'entrevue de certains maires avec Alice et Gabriel. J'ai aussi codé

et analysé le corpus des députés provinciaux et je suis en train de faire la même chose avec les maires d'arrondissement. J'ai donné plusieurs conférences à Montréal et dans le monde, et j'ai aidé au travail sur des articles.

M-C : Finalement, qu'avez-vous appris avec cette recherche?

J-M : Sans vouloir faire de la pub, j'apprends beaucoup dans mon travail d'assistante de recherche. J'ai l'impression d'avoir évolué, d'avoir grandi. C'est parfois un combat avec moi-même et les autres, mais le moins que l'on puisse dire c'est que j'apprends des nouvelles choses tous les jours. J'ai dû par exemple vaincre ma timidité à l'oral car nous avons participé à de nombreuses conférences dans le cadre du projet : ce n'est pas encore parfait mais je pense que je suis sur la bonne voie!

A : La recherche m'a beaucoup aidée aussi sur le plan de la timidité et j'ai aujourd'hui beaucoup plus de facilité à m'exprimer en public. Je ne me considère pas pour autant comme une bonne oratrice, mais je n'ai plus peur d'y aller. J'ai aussi nettement amélioré mon esprit de synthèse et ma répartie. Je pense ici aux entrevues que j'ai menées dans le cadre de la recherche. J'ai aussi commencé à écrire des articles en anglais. Finalement, je crois que cette expérience est positive sur le plan du respect des échéanciers et du travail en équipe. On compte les uns sur les autres et c'est suffisant pour avancer ou du moins tout faire pour respecter nos échéanciers. Et Johanna n'en a pas parlé, mais elle est maintenant une pro du logiciel Atlas-ti!

M-C : Que préférez-vous le plus dans votre travail de chercheur/dans la recherche?

J-M : j'aime beaucoup lire et analyser les

entrevues, c'est incroyable parfois ce que les gens disent durant l'entrevue, comme ça peut être intéressant et surprenant. Interviewer les gens est très intéressant aussi, même si les maires m'intimidaient et que je ne disais finalement pas grand-chose! Le travail en équipe est très stimulant, mais il peut devenir pénible quand on ne se comprend pas ou qu'il faut prendre des décisions qui conviennent à tous.

A : J'ai adoré mener les entrevues avec les maires de Montréal. J'en ai appris beaucoup sur les rouages de la politique municipale et j'ai rencontré des personnes vraiment intéressantes avec qui j'aurais parfois voulu parler pendant des heures de politique, de problèmes de société et d'environnement. Malheureusement, les élus sont souvent occupés et ne pouvaient le plus souvent nous consacrer plus d'une heure. Je trouve aussi vraiment stimulantes les discussions que l'on a en équipe sur la recherche. Relire les entrevues et les réécouter est aussi très intéressant en ce sens que l'on a parfois l'impression d'entendre des choses qui nous avaient pendant l'entrevue échappées. Et finalement, évidemment, le fait que l'on a tous pu aller donner une conférence à l'étranger pour présenter certains résultats du projet. Gabriel est allé à Vancouver dans le cadre du congrès Sustainability, Johanna et moi sommes allées à Rio dans le cadre de l'ISSE et de Rio +20 et Johanna est ensuite allée à Madrid dans le cadre du congrès annuel de l'IPSA. Sur ce plan, on est également vraiment privilégiés! Sinon, sur le plan de la recherche en général, j'aime rédiger, collecter les données, tant qu'elles sont qualitatives et discuter des résultats d'une recherche.

M-C : Qu'aimez-vous le moins? Quels sont les écueils que vous avez rencontrés?

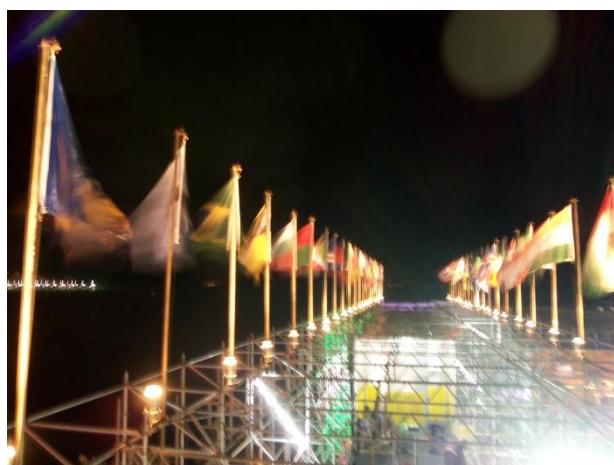
J-M : Ce que j'aime le moins dans mon travail de chercheuse c'est la répétitivité de certaines tâches (plus ou moins pénibles!), et ce que je trouve difficile c'est de faire des liens entre ce que les répondants disent et la littérature.

A : Je crois que Johanna fait référence à la codification et en particulier au logiciel Atlas-ti. Si l'analyse de données est une étape cruciale de la recherche puisqu'elle permet de rendre les données intelligibles, et qu'Atlas est un incontournable, je trouve aussi qu'il s'agit d'une étape fastidieuse et parfois plutôt très énervante. Mais une fois cette étape passée, le plus difficile est fait. Essuyer le refus de certains élus de participer à notre recherche a été aussi un défi, mais en bout de ligne, on a quand même interviewé le nombre d'élus qu'on s'était fixé au départ.

M-C : L'entrevue touche à sa fin. Des éléments à ajouter pour conclure?

A : J'ai hâte de mener de nouvelles entrevues avec les députés fédéraux et de clore la recherche. Mais surtout, j'ai hâte de lire le mémoire de Johanna!

J-M : (rires) Je vais faire de mon mieux pour que tu puisses le lire avant la fin de ton doc!



Ci-haut : Johanna-Maud Egoroff, candidate à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM et assistante de recherche à la CRSDD.

Ci-contre : Alice Friser, doctorante à l'ESG UQAM et adjointe de recherche à la CRSDD.

Ci-dessous : photos prises lors de l'exposition *Humanidade* à Rio de Janeiro en juin 2012. D'avantage de photos sur notre site internet.



**CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable**
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888
Succursale centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Courriel : crsdd@uqam.ca

Visitez notre site internet
www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique
crsdd@uqam.ca

